CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE DU BÂTIMENT. EN VIGUEUR LE 1ER JUILLET 1958.

IDCC 2609 **Brochure 3002**

TEXTE INTÉGRAL

22/03/2024

APERÇU

legiSocial

Agrément Legifrance 2022

NetLEGIS - 26, rue de Londres 75009 PARIS / SAS au capital de 50.000€ / RCS Paris B 532 792 439 - **www.legisocial.fr**

APERÇU

Sommaire

APERÇU

Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006 ... 1
Titre Ier : Dispositions générales ... 1
Titre II : Contrat de travail ... 4
Titre III : Classification et rémunération ... 4
Chapitre III.1 : Classification ... 4
Chapitre III.2 : Rémunération ... 4
Titre IV : Durée et organisation du travail ... 5
Chapitre IV.1 : Horaires de travail ... 5
Chapitre IV.2 : Organisation du travail ... 5
Titre V : Congés payés - Autorisations d'absence-Jours fériés ... 8
Titre VI : Protection sociale ... 9
Titre VII : Déplacements ... 10
Chapitre VII.1 : Déplacements et changements de résidence des ETAM en France à l'exclusion des DOM-TOM ... 10
Chapitre VII.2 : Déplacements des ETAM dans les DOM-TOM et hors de France ... 10
Section 1 : Déplacements inférieurs à 3 mois ... 11
Section 2 : Déplacements supérieurs à 3 mois ... 11
Titre VIII : Rupture du contrat de travail ... 12
Licenciement ... 12
Mise à la retraite ... 12
Départ à la retraite ... 13
Dispositions communes ... 13
Titre IX : Autres dispositions ... 13
Titre X : Dispositions finales ... 14
Textes Attachés ... 14
Accord du 6 juillet 1972 relatif aux oeuvres sociales dans le BTP de la région Provence-Côte d'Azur ... 14
Protocole d'accord du 13 juin 1973 relatif aux organismes paritaires ... 15
AnnexeFrais de déplacement, découcher et repas ... 15
Protocole d'accord du 28 avril 2004 relatif aux astreintes dans la région Rhône-Alpes (1) ... 36
Exposé des motifs ... 37
Objet de l'accord ... 37
Mise en oeuvre de l'astreinte ... 37
Fréquence ... 37
Délai de prévenance ... 37
Matériel ... 37
Bases de l'indemnisation ... 37
Montant minimum des indemnisations 2004 ... 37
Date d'application ... 37
Observation ... 37
Champ d'application ... 37
Dépôt ... 37
Adhésion par lettre du 11 septembre 2007 de la CFDT à la convention collective ... 38
Avenant n° 1 du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois ... 38
Préambule ... 38
Annexe ... 42
Avenant n° 2 du 26 septembre 2007 portant modifications des articles 2.4 et 4.2.9 ... 44
Adhésion par lettre du 16 octobre 2007 de la CFE-CGC à la convention collective ... 45
Avenant n° 1 du 1er octobre 2008 relatif aux astreintes (Rhône-Alpes) ... 45
Accord du 28 septembre 2009 relatif à l'emploi des salariés âgés ... 45
TITRE Ier OBJECTIFS CHIFFRÉS ... 46
TITRE II DOMAINES D'ACTION ... 46
TITRE III MODALITÉS DE SUIVI ... 48
TITRE IV MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ... 48
Avenant n° 3 du 11 décembre 2012 relatif à la convention de forfait en jours ... 48
Préambule ... 49
Accord du 18 décembre 2012 relatif au congé de formation économique, sociale et syndicale ... 50
Accord du 5 janvier 2017 relatif au contrat de génération dans le bâtiment ... 51
Préambule ... 51
Titre Ier Diagnostic actualisé ... 51
Titre II Tranches d'âge des jeunes et des salariés âgés concernés par les engagements souscrits par l'employeur ... 51
Titre III Engagements en faveur de l'insertion durable des jeunes dans le cadre d'un contrat de génération ... 51
Titre IV Engagements en faveur de l'emploi des salariés âgés ... 52
Titre V Actions permettant la transmission des savoirs et des compétences en direction des jeunes ... 55
Titre VI égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la mixité des emplois ... 55
Titre VII Actions visant à aider les petites et moyennes entreprises à mettre en oeuvre une gestion active des âges ... 55
Titre VIII Suivi, évaluation et calendrier prévisionnel de l'accord ... 55
Titre IX Cadre juridique ... 55
Accord-cadre de convergence du 2 février 2017 relatif à la négociation salariale et à l'indemnisation des petits déplacements (Occitanie) ... 56
Préambule ... 56
Avenant du 10 mai 2017 à l'accord du 6 juillet 1972 relatif aux oeuvres sociales dans le BTP de la région Provence-Côte d'Azur ... 57
Avenant n° 4 du 7 mars 2018 relatif au contingent annuel d'heures supplémentaires ... 57
Accord du 29 mars 2019 relatif à la négociation salariale et à l'indemnisation des petits déplacements ... 58
Préambule ... 58
Accord du 22 novembre 2019 relatif à l'apprentissage ... 58
Préambule ... 59
Accord du 22 novembre 2019 relatif à l'apprentissage ... 62
Préambule ... 62

Île-de-France hors Seine-et-Marne Accord du 13 avril 2021 relatif aux oeuvres sociales ... 65
Préambule ... 66
Textes Salaires ... 66
Alsace Accord du 10 janvier 2008 relatif aux salaires à compter du 1er février 2008 (1) ... 66
Alsace Accord du 12 mars 2009 relatif aux salaires au 1er avril 2009 ... 67
Alsace Accord du 13 janvier 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2011 ... 67
Alsace Accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2012 ... 67
Alsace Accord du 13 janvier 2014 relatif aux salaires minima au 1er février 2014 ... 68
Alsace Accord du 21 janvier 2016 relatif aux salaires minima au 1er février 2016 ... 68
Aquitaine Accord du 14 décembre 2006 applicable dans la région ... 69
Aquitaine Accord du 13 décembre 2007 relatif aux salaires au 1er février 2008 (1) ... 69
Aquitaine Accord du 20 mai 2009 relatif aux salaires minima au 1er juin 2009 ... 70
Aquitaine Accord du 16 mars 2010 relatif aux salaires pour 2010-2011 ... 70
Aquitaine Accord du 24 mars 2011 relatif aux salaires minimaux pour 2011-2012 ... 71
Aquitaine Accord du 29 novembre 2012 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2013 ... 71
Aquitaine Accord du 13 mars 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2015 ... 72
Nouvelle-Aquitaine Accord du 12 avril 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2017 ... 72
Nouvelle-Aquitaine Accord du 29 mars 2018 relatif aux salaires minimaux à compter du 1er mai 2018 ... 73
Nouvelle-Aquitaine Accord du 28 mars 2019 relatif aux salaires mensuels minimaux au 1er juillet 2019 ... 74
Nouvelle-Aquitaine Accord du 31 mars 2021 relatif aux salaires au 1er juin 2021 ... 74
Nouvelle-Aquitaine Avenant n° 1 du 10 juin 2021 à l'accord régional du 31 mars 2021 relatif aux salaires pour l'année 2021 ... 75
Annexe ... 75
Nouvelle-Aquitaine Accord du 5 avril 2022 relatif aux salaires au 1er juin 2022 ... 75
Nouvelle-Aquitaine Accord du 20 juin 2023 relatif aux salaires à compter du 1er septembre 2023 ... 76
Auvergne Accord du 28 avril 2008 relatif aux salaires au 1er mai 2008 ... 76
Auvergne Accord du 22 juin 2009 relatif aux salaires minima au 1er juillet 2009 ... 77
Auvergne Accord du 13 décembre 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2011 ... 77
Auvergne Accord du 19 décembre 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2012 et au 1er juillet 2012 ... 78
Auvergne Accord du 2 juin 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2014 ... 78
Auvergne Accord du 18 avril 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2016 ... 79
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 12 avril 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2017 ... 79
Auvergne, Rhône-Alpes Accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2018 ... 80
Auvergne, Rhône-Alpes Accord du 18 janvier 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2018 ... 80
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 18 décembre 2019 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2020 ... 81
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 7 janvier 2021 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2021 ... 81
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 13 décembre 2021 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2022 ... 82
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 14 septembre 2022 relatif aux salaires minimaux au 1er octobre 2022 ... 82
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 29 novembre 2022 relatif aux salaires à compter du 1er janvier 2023 ... 83
Auvergne-Rhône-Alpes Accord du 28 juin 2023 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2023 ... 83
Auvergne-Rhône-Alpes Accord régional du 11 décembre 2023 relatif aux salaires à compter du 1er janvier 2024 ... 84
Basse-Normandie Avenant n° 1 du 11 janvier 2008 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2008 (1) ... 84
Basse-Normandie Avenant n° 2 du 6 mars 2008 relatif aux salaires au 1er octobre 2008 ... 84
Basse-Normandie Avenant n° 3 du 5 mars 2009 relatif aux salaires pour l'année 2009 ... 85
Basse-Normandie Avenant n° 4 du 8 décembre 2009 relatif aux salaires minima pour l'année 2010 ... 86
Basse-Normandie Avenant n° 5 du 1er décembre 2010 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 86
Basse-Normandie Avenant n° 6 du 2 décembre 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2012 ... 87
Basse-Normandie Avenant n° 7 du 12 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2013 ... 87
Basse-Normandie Avenant n° 8 du 2 décembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2014 et au 1er octobre 2014 ... 88
Basse-Normandie Avenant n° 9 du 27 novembre 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2015 et au 1er octobre 2015 ... 88
Bretagne Avenant du 28 janvier 2008 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2008 ... 89
Bretagne Accord du 28 octobre 2010 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 89
Bretagne Accord du 15 novembre 2012 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2013 ... 90
Bretagne Accord du 20 novembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2014 ... 90
Bretagne Accord du 12 décembre 2014 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2015 ... 91
Bretagne Accord du 3 décembre 2015 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2016 ... 91
Bretagne Accord du 6 décembre 2017 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2018 ... 92
Bretagne Accord du 10 décembre 2018 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2019 ... 92
Bretagne Accord du 11 décembre 2019 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2020 ... 93
Bretagne Accord du 14 décembre 2020 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2021 ... 93
Bretagne Accord du 8 décembre 2021 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2022 ... 94
Bretagne Accord régional du 28 septembre 2022 relatif aux salaires mensuels minimaux ... 94
Bretagne Accord du 7 décembre 2022 relatif aux salaires à compter du 1er janvier 2023 ... 95
Bretagne Accord du 19 décembre 2023 relatif aux salaires au 1er janvier 2024 ... 95
Préambule ... 95
Bourgogne Avenant du 11 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 ... 96
Bourgogne Avenant « Salaires » n° 2 du 10 juillet 2009 ... 96
Bourgogne Avenant n° 3 du 4 février 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 97
Bourgogne Avenant n° 4 du 20 janvier 2012 relatif aux salaires ... 97
Bourgogne Avenant « Salaires » n° 5 du 28 septembre 2012 ... 98
Bourgogne Avenant n° 6 du 31 janvier 2014 relatif aux salaires minima au 1er avril 2014 ... 98
Bourgogne-Franche-Comté Avenant n° 1 du 7 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2017 ... 99
Bourgogne-Franche-Comté Accord n° 2 du 20 septembre 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er novembre 2018 ... 99
Bourgogne-Franche-Comté Accord du 12 septembre 2019 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2020 ... 100
Bourgogne Franche-Comté Accord paritaire du 17 juin 2021 relatif aux salaires minimaux au 1er septembre 2021 ... 100
Préambule ... 100
Bourgogne Franche-Comté Accord paritaire du 23 juin 2022 relatif aux salaires minimaux à compter du 1er septembre 2022 ... 101

Préambule ... 101
Bourgogne-Franche-Comté Accord paritaire du 21 février 2023 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2023 ... 101
Préambule ... 101
Champagne-Ardenne Avenant « Salaires » du 22 janvier 2008 ... 102
Champagne-Ardenne Accord du 28 avril 2009 relatif aux salaires au 1er juillet 2009 ... 102
Champagne-Ardenne Accord du 28 avril 2009 relatif aux frais de déplacement pour 2009-2011 ... 103
Préambule ... 103
Participants ... 103
Nombre de personnes indemnisées ... 103
Compensation des pertes de salaires ... 103
Frais de déplacement ... 103
Frais de repas ... 103
Actualisation de l'indemnité forfaitaire repas et déplacements ... 103
Règlement des indemnités de frais de déplacement et de repas ... 103
Négociations paritaires régionales concernées par la présente convention ... 103
Champagne-Ardenne Accord du 10 juin 2010 relatif aux salaires au 1er juillet 2010 ... 103
Champagne-Ardenne - Accord du 25 mai 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 104
Champagne-Ardenne Accord du 23 octobre 2012 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2013 ... 104
Champagne-Ardenne Accord du 16 décembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2014 ... 105
Champagne-Ardenne Accord du 10 décembre 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2016 ... 105
Champagne-Ardenne Accord du 25 janvier 2017 relatif aux salaires minima au 1er avril 2017 ... 106
Centre Accord du 25 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 (1) ... 106
Centre Accord du 8 avril 2009 relatif aux salaires minima au 1er mai 2009 ... 107
Centre Accord du 29 mars 2010 relatif aux salaires au 1er mai 2010 ... 107
Centre Accord du 28 mars 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2011 ... 108
Centre Accord du 26 mars 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2012 ... 108
Centre Accord du 18 mars 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2013 ... 108
Centre Accord du 18 avril 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2014 ... 109
Centre Accord du 19 avril 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2016 ... 109
Centre-Val de Loire Accord du 6 avril 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2017 ... 110
Centre-Val de Loire Accord du 19 avril 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2018 ... 110
Centre-Val de Loire Accord du 23 avril 2019 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2019 ... 111
Centre-Val de Loire Accord du 9 octobre 2020 relatif aux salaires minimaux au 1er décembre 2020 ... 111
Centre-Val de Loire Accord du 15 avril 2021 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2021 ... 112
Centre-Val de Loire Accord paritaire du 24 janvier 2022 relatif aux salaires au 1er mars 2022 ... 112
Centre-Val de Loire Accord du 19 octobre 2022 relatif aux salaires à compter du 1er novembre 2022 ... 112
Centre-Val de Loire Accord du 4 juillet 2023 relatif aux salaires minimaux au 1er août 2023 ... 113
Corse Accord du 12 mai 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2010 ... 113
Corse Accord du 23 juin 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2014 ... 114
Corse Accord du 7 septembre 2021 relatif aux salaires au 1er décembre 2021 ... 114
Corse Accord du 25 mai 2022 relatif aux salaires à compter du 1er septembre 2022 ... 115
Corse Accord du 2 juin 2023 relatif aux salaires à compter du 1er septembre 2023 ... 115
Franche-Comté Avenant du 15 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 (1) ... 116
Franche-Comté Accord du 15 décembre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009 ... 116
Franche-Comté Accord du 21 décembre 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2010 ... 116
Franche-Comté Accord du 13 décembre 2010 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 117
Franche - Comté - Accord du 12 décembre 2011 relatif aux salaires minima pour l'année 2012 ... 117
Franche-Comté Accord du 12 décembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2014 ... 118
Franche-Comté Accord du 9 décembre 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2016 ... 118
Grand Est Accord-cadre de convergence du 16 janvier 2018 relatif aux barèmes de salaires mensuels minimaux ... 119
Grand Est Accord du 16 janvier 2018 relatif aux barèmes de salaires mensuels minimaux au 1er février 2018 ... 120
Grand Est Accord du 17 janvier 2019 relatif aux salaires minima au 1er février 2019 ... 120
Grand Est Accord du 14 janvier 2020 relatif aux salaires minima au 1er février 2020 ... 121
Grand Est Accord du 26 janvier 2021 relatif aux salaires minima au 1er février 2021 ... 121
Grand Est Accord du 11 octobre 2022 relatif aux salaires minimaux au 1er novembre 2022 ... 122
Grand Est Accord du 20 janvier 2023 relatif aux salaires minima au 1er mars 2023 ... 122
Haute-Normandie Avenant du 5 juillet 2007 relatif aux salaires au 1er janvier 2008 (1) ... 123
Haute-Normandie Accord du 6 mars 2008 relatif aux salaires au 1er avril 2008 ... 124
Haute-Normandie Accord du 6 octobre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009 ... 124
Haute-Normandie Accord du 22 avril 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2010 ... 124
Haute-Normandie Accord du 2 novembre 2010 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2011 ... 125
Haute-Normandie Accord du 22 octobre 2012 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2013 ... 125
Haute-Normandie Accord du 20 octobre 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2015 ... 126
Hauts-de-France Accord du 27 janvier 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2017 ... 126
Préambule ... 126
Hauts-de-France Accord du 8 décembre 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2018 ... 127
Préambule ... 127
Hauts-de-France Accord du 6 décembre 2018 relatif aux salaires mensuels minimaux pour l'année 2019 ... 128
Préambule ... 128
Hauts-de-France Accord du 10 décembre 2019 relatif aux salaires mensuels minimaux pour l'année 2020 ... 128
Préambule ... 129
Hauts-de-France Accord du 8 décembre 2021 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2022 ... 129
Préambule ... 129
Hauts-de-France Accord régional du 22 septembre 2022 relatif aux salaires mensuels minimaux ... 130
Préambule ... 130
Hauts-de-France Accord du 14 décembre 2022 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2023 ... 131

Préambule ... 131
Hauts-de-France Accord du 28 juin 2023 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2023 ... 131
Préambule ... 131
Ile-de-France hors Seine-et-Marne Accord du 21 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 (1) ... 132
Île-de-France hors Seine-et-Marne Avenant n° 10 du 4 décembre 2018 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2019 ... 132
Île-de-France hors Seine-et-Marne Avenant n° 11 du 3 décembre 2019 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2020 ... 133
Île-de-France hors Seine-et-Marne Avenant n° 12 du 9 décembre 2020 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2021 ... 133
Île-de-France hors Seine-et-Marne Avenant n° 14 du 2 février 2022 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2022 ... 134
Île-de-France hors Seine-et-Marne Avenant n° 15 du 28 novembre 2022 relatif aux salaires minimaux ... 134
Languedoc-Roussillon Accord du 28 janvier 2008 relatif aux salaires et aux indemnités ... 135
Languedoc-Roussillon Accord du 8 juin 2010 relatif aux salaires au 1er juin 2010 ... 136
Languedoc-Roussillon Accord du 16 février 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 136
Languedoc-Roussillon Accord du 2 avril 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2012 ... 137
Languedoc-Roussillon Accord du 27 janvier 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2014 ... 137
Languedoc-Roussillon Accord du 22 mars 2016 relatif aux salaires minima au 1er avril 2016 ... 137
Limousin Accord du 6 décembre 2007 relatif aux salaires à compter du 1er février 2008 ... 138
Limousin Accord du 27 novembre 2008 relatif aux salaires au 1er janvier 2009 ... 138
Limousin Accord du 30 novembre 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2011 ... 139
Limousin Accord du 25 novembre 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2012 ... 139
Limousin Accord du 6 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 140
Limousin Accord du 6 décembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2014 ... 140
Limousin Accord du 11 décembre 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2015 ... 141
Limousin Accord du 26 novembre 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2016 ... 141
Lorraine Accord du 8 février 2008 relatif aux salaires à compter du 1er février 2008 (1) ... 142
Lorraine Accord du 5 janvier 2010 relatif aux salaires au 1er janvier 2010 ... 142
Lorraine Accord du 18 mars 2009 relatif aux salaires au 1er avril 2009 ... 143
Lorraine Accord du 4 janvier 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 143
Lorraine Accord du 4 janvier 2012 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2012 ... 143
Lorraine Accord du 3 janvier 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 144
Lorraine Accord du 6 janvier 2014 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2014 ... 144
Lorraine Accord du 6 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2016 ... 145
Lorraine Accord du 13 février 2017 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2017 ... 145
Midi-Pyrénées Avenant du 28 janvier 2008 relatif aux salaires à compter du 1er février 2008 (1) ... 146
Midi-Pyrénées Accord du 18 mai 2009 relatif aux salaires minima au 1er mai 2009 ... 147
Midi-Pyrénées Accord du 12 mars 2010 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1er mars 2010 ... 147
Midi-Pyrénées Accord du 22 février 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2011 ... 147
Midi-Pyrénées Accord du 7 février 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2013 ... 148
Midi-Pyrénées Accord du 20 janvier 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2014 ... 148
Midi-Pyrénées Accord du 30 janvier 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2015 ... 149
Midi-Pyrénées Accord du 5 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2016 ... 149
Grand-Est Accord du 25 janvier 2022 relatif aux salaires minima au 1er février 2022 ... 150
Nord - Pas-de-Calais Accord du 17 décembre 2007 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2008 ... 150
Nord - Pas-de-Calais Accord du 8 décembre 2008 relatif aux salaires pour 2009 ... 151
Nord - Pas-de-Calais Accord du 8 octobre 2009 relatif aux salaires au 1er janvier 2010 ... 151
Nord - Pas-de-Calais Accord du 19 octobre 2010 relatif aux salaires mensuels minimaux au 1er janvier 2011 ... 151
Nord - Pas-de-Calais - Accord du 20 octobre 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2012 ... 152
Nord Pas-de-Calais Accord du 18 octobre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 152
Nord - Pas-de-Calais Accord du 20 octobre 2015 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2016 ... 153
Normandie Accord du 15 novembre 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2017 ... 153
Normandie Accord du 28 novembre 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2018 ... 154
Normandie Accord du 29 mars 2019 relatif aux salaires minima au 1er juillet 2019 ... 154
Normandie Accord du 14 février 2020 relatif aux salaires minima au 1er octobre 2020 ... 155
Normandie Accord du 18 février 2021 relatif aux salaires mensuels minima au 1er juillet 2021 ... 155
Normandie Accord du 3 février 2022 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2022 ... 156
Normandie Accord du 8 février 2023 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2023 ... 156
Occitanie Accord du 28 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2017 ... 157
Occitanie Accord du 6 février 2018 relatif aux salaires minima à compter du 1er mars 2018 ... 158
Occitanie Accord du 22 février 2019 relatif aux salaires minimaux à compter du 1er avril 2019 ... 158
Occitanie Accord du 5 mars 2020 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2020 ... 159
Occitanie Accord du 23 mars 2021 relatif aux salaires minimaux au 1er mai 2021 ... 160
Occitanie Accord du 4 février 2022 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2022 ... 160
Occitanie Accord du 7 octobre 2022 relatif aux salaires minimaux à compter du 1er décembre 2022 ... 161
Occitanie Accord du 7 avril 2023 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2023 ... 161
Pays de la Loire - Avenant du 16 juillet 2007 relatif aux salaires au 1er octobre 2007 ... 162
Annexe ... 162
Pays de la Loire Avenant du 31 janvier 2008 relatif aux appointements minimaux ... 162
Annexe ... 162
Pays de la Loire Accord du 15 janvier 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2010 ... 163
Annexe ... 163
Pays de la Loire Accord du 29 avril 2009 relatif aux appointements minima au 1er juin 2009 ... 163
Annexe ... 163
Pays de la Loire - Accord du 13 janvier 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2011 ... 163
Annexe ... 164
Pays de la Loire - Accord du 22 février 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2012 ... 164
Annexe ... 164
Pays de la Loire Accord du 4 février 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2014 ... 164

Annexe ... 165
Pays de la Loire Accord du 22 janvier 2016 relatif aux appointements minimaux au 1er avril 2016 ... 165
Annexe ... 165
Pays de la Loire Accord du 26 janvier 2017 relatif aux appointements minimaux au 1er avril 2017 ... 165
Annexe ... 165
Pays de la Loire Accord du 16 novembre 2017 relatif aux appointements minimaux au 1er janvier 2018 ... 166
Préambule ... 166
Pays de la Loire Accord du 16 novembre 2018 relatif aux appointements minimaux au 1er janvier 2019 ... 166
Préambule ... 166
Pays de la Loire Accord du 5 novembre 2019 relatif aux appointements minimaux au 1er janvier 2020 ... 167
Préambule ... 167
Pays de la Loire Accord 9 novembre 2020 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2021 ... 167
Préambule ... 167
Pays de la Loire Accord paritaire du 25 mars 2022 relatif aux appointements minimaux applicables au 1er mai 2022 ... 168
Préambule ... 168
Pays de la Loire Accord du 7 octobre 2022 relatif aux appointements minimaux applicables au 1er décembre 2022 ... 169
Préambule ... 169
Pays de la Loire Accord paritaire du 10 octobre 2023 relatif aux appointements minimaux ETAM ... 169
Préambule ... 169
Picardie Accord du 8 octobre 2007 relatif aux salaires au 1er octobre 2007 ... 170
Picardie Accord du 16 janvier 2008 relatif aux salaires à compter du 1er juillet 2008 (1) ... 170
Picardie Accord du 24 avril 2009 relatif aux salaires minima au 1er juillet 2009 ... 171
Picardie Accord du 16 janvier 2008 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2008 ... 171
Picardie Accord du 22 avril 2010 relatif aux salaires au 1er juillet 2010 ... 172
Picardie Accord du 22 avril 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 172
Picardie Accord du 20 avril 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2012 ... 173
Picardie Accord du 20 avril 2012 relatif à l'indemnisation pour participation aux réunions au 1er avril 2012 ... 173
Picardie Accord du 24 avril 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2014 ... 174
Picardie Accord du 3 avril 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2015 ... 174
Picardie Accord du 5 février 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2016 ... 174
Poitou-Charentes Avenant du 6 juillet 2007 relatif aux appointements à compter du 1er juillet 2007 (1) ... 175
Poitou-Charentes Accord du 13 décembre 2007 relatif aux salaires minimaux ... 175
Poitou-Charentes Accord du 2 juillet 2008 relatif aux salaires minimaux au 1er juillet 2008 ... 176
Poitou-Charentes Accord du 12 janvier 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2010 ... 176
Poitou-Charentes Accord du 11 janvier 2011 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2011 ... 177
Poitou-Charentes Accord du 10 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2012 ... 177
Poitou-Charentes Accord du 16 janvier 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 178
Poitou-Charentes Accord du 9 janvier 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2015 ... 179
Poitou-Charentes Accord du 19 avril 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er juin 2016 ... 179
Provence - Alpes - Côte d'Azur Accord du 16 décembre 2009 relatif aux salaires au 1er mars 2010 ... 180
Provence-alpes-côte-d'azur Accord du 17 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 (1) ... 180
Provence-Alpes-Côte-d'Azur Accord du 3 novembre 2010 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2011 ... 181
Provence-Alpes-Côte d'Azur Accord du 25 novembre 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2012 ... 181
Provence-Alpes-Côte-d'Azur Accord du 9 janvier 2014 relatif aux salaires minimaux au 1er février 2014 ... 182
Provence-alpes-côte-d'azur Accord du 15 juillet 2015 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2015 ... 182
Provence-Alpes-Côte d'azur Accord du 4 novembre 2016 relatif aux salaires minimaux ... 183
Provence-Alpes-Côte d'azur Accord du 22 février 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er avril 2018 ... 183
Provence-Alpes-Côte d'Azur Accord du 13 novembre 2019 relatif aux salaires minima ... 184
PACA Accord du 1er avril 2021 relatif aux salaires à compter du 1er juin 2021 ... 184
PACA Accord paritaire du 21 janvier 2022 relatif aux salaires au 1er mai 2022 ... 185
PACA Accord régional du 20 juillet 2022 relatif aux salaires minimaux à compter du 1er novembre 2022 ... 185
PACA Accord du 19 juillet 2023 relatif aux salaires ... 186
Rhône-Alpes Avenant du 31 janvier 2007 relatif aux appointements minimaux ... 186
Annexe ... 186
Rhône-Alpes Accord du 15 janvier 2010 relatif aux salaires 1er juillet 2010 ... 187
Rhône-Alpes Avenant du 21 janvier 2008 relatif aux appointements minimaux applicables à compter du 1er janvier 2008 jusqu'au 30 juin 2008 ... 187
Annexe ... 188
Rhône-Alpes Avenant du 21 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008 ... 188
Rhône-Alpes Accord du 17 janvier 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2011 ... 188
Rhône-Alpes Accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2012 ... 189
Rhône-Alpes Accord du 7 décembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 189
Rhône-Alpes Accord du 11 mars 2016 relatif aux salaires minimaux au 1er mars 2016 ... 190
Rhône-Alpes Accord du 2 février 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2017 ... 190
Seine-et-Marne Accord du 27 novembre 2007 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2008 ... 191
Seine-et-Marne Accord du 24 novembre 2008 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2009 ... 191
Seine-et-Marne Accord du 23 novembre 2009 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2010 ... 192
Seine-et-Marne Accord du 27 novembre 2007 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2008 ... 192
Seine-et-Marne Accord du 28 novembre 2011 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2012 ... 193
Seine-et-Marne Accord du 26 novembre 2012 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2013 ... 193
Seine-et-Marne Accord du 25 novembre 2013 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2014 ... 193
Seine-et-Marne Accord du 30 novembre 2015 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2016 ... 194
Seine-et-Marne Accord du 29 novembre 2016 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2017 ... 194
Seine-et-Marne Accord du 27 novembre 2017 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2018 ... 195
Seine-et-Marne Accord du 29 novembre 2018 relatif aux salaires minimaux au 1er janvier 2019 ... 195
Seine-et-Marne Accord du 9 décembre 2019 relatif aux salaires mensuels minimaux au 1er janvier 2020 ... 196

Seine-et-Marne Accord du 14 décembre 2020 relatif aux salaires minima au 1er janvier 2021 ... 196
Seine-et-Marne Accord du 6 décembre 2021 relatif au barème des salaires mensuels minimaux à compter du 1er janvier 2022 ... 197
Seine-et-Marne Accord du 29 novembre 2022 relatif aux salaires ... 197
Accord collectif national du 31 décembre 1979 pour la mise en oeuvre de la formation continue dans les industries du bâtiment et des travaux publics ... 198
Préambule ... 198
Dénomination ... 198
Objet ... 198
Champ d'application ... 198
Conseil d'administration ... 198
Président - Bureau du GFC - BTP ... 199
Statuts ... 199
Ressources ... 199
Financement des programmes et répartition des ressources ... 199
Délégation ... 199
Entrée en vigueur et durée ... 199
Agrément du GFC-BTP ... 199
Modifications. ... 199
Dissolution ... 200
Annexe I ... 200
Annexe II ... 200
Textes Attachés ... 200
Annexe Champ d'application professionnel accord national du 25 février 1982 ... 200
Champ d'application professionnel de l'accord collectif national sur les congés payés, la durée du travail et l'aménagement du temps de travail dans le bâtiment. ... 200
Annexe au champ d'application Accord national du 25 février 1982 ... 201
Cas des entreprises mixtes bâtiment et travaux publics. ... 201
Décret n° 62-235 DU 1er mars 1962 Accord national du 25 février 1982 ... 201
Modifications à l'accord relatif aux congés payés, à la durée du travail et à l'aménagement du temps de travail dans le bâtiment du 25 février 1982
Avenant n° 1 du 17 mars 2004 ... 202
Accord national du 5 décembre 1984 relatif à la formation en alternance dans les entreprises occupant au moins dix salariés. Etendu par arrêté du 20 mars 1985 JORF 29 mars 1985. ... 202
Préambule ... 203
Accord national du 21 janvier 1985 relatif à la formation en alternance dans les entreprises occupant moins de dix salariés ... 204
Préambule ... 204
****Champ d'application**** ... 204
Accord national du 20 février 1985 relatif à la formation professionnelle des salariés des entreprises du bâtiment et des travaux publics ... 205
Préambule ... 205
Nature et ordre de priorité des actions de formation. ... 205
Reconnaissance des qualifications acquises du fait d'actions de formation. ... 205
Moyens reconnus aux délégués syndicaux et aux membres des comités d'entreprise pour l'accomplissement de leur mission dans le domaine de la formation. ... 206
Conditions d'accueil et d'insertion des jeunes dans les entreprises : du point de vue de la formation professionnelle. ... 206
Champ d'application ... 206
Avenant n° 2 du 6 octobre 1988 relatif au régime de prévoyance du personnel de direction ... 207
Textes Attachés ... 207
Avenant n° 3 du 16 septembre 1993 relatif aux professeurs et formateurs d'éducation physique et sportive ... 207
Avenant du 7 novembre 2000 relatif à l'ARTT du personnel de direction ... 207
Avenant n° 4 du 23 novembre 1995 portant modifications diverses ... 208
Dispositions finales. ... 208
Dépôt. ... 208
Avenant n° 5 du 31 octobre 1996 portant diverses modifications ... 208
Avenant du 22 mars 1982 relatif aux modalités d'application des grilles de salaires ... 208
TITRE Ier : Personnel de direction ... 209
Annexe I Directeurs ... 209
Annexe II Chefs de travaux ... 209
TITRE III : Personnel administratif ... 209
Annexe I Comptables et agents d'intendance ... 209
Annexe II Responsable de secrétariat ... 209
Annexe III Secrétaires qualifiées et aides-comptables diplômés ... 209
Annexe IV Employés de bureau et de comptabilité non diplômés ... 210
TITRE IV : Personnel de service ... 210
Annexe I Cuisiniers et ouvriers d'entretien qualifiés ... 210
Annexe II Aides-cuisiniers et ouvriers d'entretien non qualifiés ... 210
Autre personnel de service ... 210
Avenant n° 1 du 17 décembre 1982 portant diverses modifications ... 210
Avenant n° 6 du 5 juillet 2001 relatif à diverses modifications ... 211
ANNEXE à l'avenant de l'accord collectif n° 6 Modalités de passage des adjoints de direction chargés de l'animation de la grille de salaire ' ETAM ' (annexe IV du titre Ier de l'accord collectif) à la grille de salaire ' IAC ' (annexe III du titre Ier de l'accord collectif) ... 212
Avenant n° 7 du 31 janvier 2002 relatif à diverses modifications ... 212
Avenant n° 1 du 10 février 2009 à l'accord du 16 décembre 1999 relatif à l'ARTT ... 213
Avenant n° 10 du 10 février 2009 à l'accord du 22 mars 1982 relatif aux statuts du personnel de service ... 213
Adhésion par lettre du 1er juillet 2009 de la FNCB CFDT à l'accord du 22 mars 1982 ... 214
Accord du 28 juin 2012 relatif aux frais de santé ... 214

Préambule ... 214
Titre Ier Champ d'application ... 214
Titre II Régime « Remboursement des frais de santé » ... 215
Titre III Obligation d'information ... 217
Titre IV Autres dispositions ... 217
Annexe ... 217
Adhésion par lettre du 15 novembre 2013 de la FNCB CFDT à l'avenant n° 11 du 16 octobre 2013 ... 218
Avenant n° 11 du 16 octobre 2013 à l'accord du 22 mars 1982 relatif au statut du personnel ... 218
Annexe ... 218
Adhésion par lettre du 27 janvier 2016 de la FNCB CFDT à l'accord du 28 juin 2012 relatif aux frais de santé et à l'ensemble de ses avenants ... 219
Avenant n° 1 du 9 novembre 2015 relatif à la mise en place d'un régime complémentaire de remboursement des frais de santé ... 219
Préambule ... 219
Avenant n° 2 du 6 janvier 2017 à l'accord du 28 juin 2012 relatif au régime complémentaire de remboursement des frais de santé ... 223
Avenant n° 3 du 7 mars 2017 à l'accord du 28 juin 2012 révisé le 5 mars 2013 relatif au régime complémentaire de frais de santé ... 224
Préambule ... 224
Titre Ier Champ d'application ... 224
Titre II Régime de remboursement des frais de santé ... 224
Titre III Obligation d'information ... 227
Titre IV Autres dispositions ... 227
Annexe ... 227
Avenant n° 4 du 4 mai 2017 à l'accord du 28 juin 2012 relatif aux frais de santé ... 228
Préambule ... 228
Titre Ier Champ d'application ... 229
Titre II Régime de remboursement des frais de santé ... 229
Titre III Obligation d'information ... 231
Titre IV Autres dispositions ... 231
Annexe ... 232
Avenant du 12 décembre 2017 à l'avenant n° 4 du 4 mai 2017 relatif aux frais de santé (annexe III) ... 234
Textes Salaires ... 234
Accord du 12 juillet 2007 relatif aux rémunérations au 1er juillet 2007 ... 234
Avenant du 24 juin 2008 relatif aux salaires et aux primes ... 235
Accord national professionnel du 26 juin 1989 sur la stabilité de l'emploi et le licenciement pour fin de chantier. En vigueur le 10 juillet 1989. ... 235
Préambule ... 235
Accord professionnel du 27 mars 1995 relatif à la couverture complémentaire des dépenses de santédans la région Limousin ... 236
Déclaration d'intention ... 236
Dispositions générales ... 236
Champ d'application professionnel ... 236
Personnels visés ... 237
Adhésion des entreprises ... 237
Répartition des cotisations ... 237
Prestations ... 237
Extension ... 237
Avantages acquis ... 237
Dispositions particulières ... 237
Application. -Révision. -Dénonciation ... 237
Textes Attachés ... 237
Dénonciation par lettre du 9 septembre 2015 de la CAPEB, des SCOP BTP et de la FFB Limousin de l'accord du 27 mars 1995 relatif à la couverture complémentaire des dépenses de santé (Limousin) ... 237
Accord professionnel du 30 avril 1997 relatif au champ d'application professionnel des conventions collectives nationales du bâtiment ... 237
Champ d'application ... 238
Entrée en vigueur ... 240
Champ d'application territorial ... 240
Adhésion ... 240
Dispositions finales ... 240
Accord du 9 septembre 1998 relatif à l'aménagement du temps de travail. ... 240
Préambule ... 241
Clause de caducité ... 241
Champ d'application ... 241
Mise en oeuvre de la réduction du temps de travail ... 241
Abrogation ... 241
Modalité 1 ... 241
Modalité 2 ... 241
Modalité 3 ... 241
Modalité 4 ... 242
Repos non pris sur la période de référence ... 242
Départ au cours de la période de référence ... 242
Rémunération ... 242
Contingent annuel d'heures supplémentaires ... 242
Compte épargne-temps ... 242
Temps partiel ... 242
Prime de vacances ... 242
Chômage partiel ... 242
Embauches ou préservation d'emplois ... 243

Groupements d'employeurs ... 243
Personnel d'encadrement ... 243
Réexamen de l'accord ... 243
Suivi de l'accord ... 243
Entrée en vigueur ... 243
Extension ... 243
ANNEXE I ... 243
Textes Attachés ... 245
Avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) ... 245
Préambule ... 245
Champ d'application ... 245
Organisation des périodes d'astreinte ... 245
Régime des heures supplémentaires avec anticipation ... 245
Travail intermittent ... 245
Formation et réduction du temps de travail ... 246
Organisation de la réduction du temps de travail en trois étapes ... 246
Régime des heures supplémentaires sans anticipation ... 246
Dispositions diverses ... 246
Suivi de l'accord ... 246
Entrée en vigueur ... 247
Extension ... 247
Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France ... 247
I. - Contenu de l'accord ... 247
Préambule ... 247
Rayon d'intervention ... 247
Délai d'intervention ... 247
Délai de prévenance ... 247
Personnel concerné ... 247
Moyens mis à disposition ... 247
Types d'astreintes ... 248
Durée du travail en cas d'intervention ... 248
Repos. - Périodicité des astreintes ... 248
Contrôle des interventions en période d'astreinte ... 248
Rémunération du temps de travail en cas d'intervention ... 248
Contrepartie financière de la sujétion d'astreinte ... 248
II. - Champ d'application de l'accord ... 248
III. - Dépôt ... 248
IV. - Date d'application ... 248
V. - Extension ... 248
Avenant n° 2 du 17 décembre 2003 portant modification de l'article 12 de l'accord du 9 septembre 1998 et de l'article 7 à l'avenant n° 1 de cet accord
Avenant n° 2 du 17 décembre 2003 ... 248
Avenant n° 3 du 7 mars 2018 modifiant l'accord du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail ... 249
Accord national du 6 novembre 1998 sur l'organisation, la réduction du temps de travail et à l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics. ... 249
Préambule ... 250
Titre Ier : Organisation du temps de travail sur l'année et réduction de la durée du travail ... 250
1. Modulation et réduction de la durée annuelle du travail ... 250
2. Période et horaire moyen de modulation ... 251
3. Mise en oeuvre ... 251
4. Programmation indicative ... 251
5. Limites de la modulation et répartition des horaires ... 251
6. Qualification des heures effectuées pendant la période de modulation au-delà de la durée hebdomadaire légale (1) ... 251
7. Qualification des heures excédant la durée annuelle de travail effectif ... 251
8. Rémunération mensuelle ... 251
9. Prime de vacances ... 251
10. Situation des salariés n'ayant pas accompli toute la période de modulation ... 251
11. Tenue des comptes de modulation et régularisation en fin de période de modulation ... 252
12. Chômage partiel ... 252
13. Sont annulées les dispositions suivantes ... 252
14. Allégements de cotisations sociales ... 252
Titre II : Contingent annuel d'heures supplémentaires sans autorisation de l'inspecteur du travail. ... 252
Titre III : Dispositions relatives à l'encadrement. ... 252
Titre IV : Compte épargne-temps. ... 253
1. Mise en oeuvre ... 253
2. Ouverture et tenue du compte ... 253
3. Alimentation du compte ... 253
4. Utilisation du compte épargne-temps (1) ... 253
5. Situation du salarié pendant le congé ... 254
6. Cessation et transmission du compte ... 254
Titre V : Durée et date d'entrée en vigueur de l'accord ... 254
Dépôt ... 254
Extension ... 254
Date d'effet ... 254
Durée de l'accord ... 254

Bilan ... 254
Déclaration relative aux appointements minimaux des IAC du BTP ... 254
Recommandation relative aux salaires minimaux des ouvriers et ETAM du BTP ... 254
Déclaration relative aux conventions collectives nationales des ETAM et des IAC du BTP ... 254
Textes Attachés ... 254
Avenant n° 2 du 7 mars 2018 modifiant l'accord du 6 novembre 1998 sur l'organisation, la réduction du temps de travail et sur l'emploi ... 254
Convention du 15 décembre 1999 relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP ... 255
Préambule ... 255
Titre Ier : Régime professionnel de participation ... 255
Objet de la convention ... 255
Entreprises visées ... 255
Modalités d'adhésion au régime professionnel de participation ... 255
Accords dérogatoires au régime professionnel de participation ... 256
Mise en oeuvre du régime professionnel de participation ... 256
Titre II : Accord professionnel de participation ... 256
Chapitre Ier : Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 256
Calcul du montant de la réserve spéciale de participation. ... 256
Date de versement - Majorations de retard. ... 256
Salariés bénéficiaires de la participation. ... 256
Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires. ... 256
Chapitre II : Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 256
Collecte et affectation des sommes. ... 257
Conseil de surveillance des fonds communs de placement professionnels. ... 257
Dépositaire. ... 257
Exigibilité des droits des salariés. ... 257
Déshérence. ... 257
Chapitre III : Gestion des droits des salariés ... 257
Obligation des entreprises. ... 257
Gestionnaires des droits et des opérations effectuées. ... 258
Chapitre IV : Information des salariés ... 258
Information des salariés et des entreprises. ... 258
Titre III : Dispositions finales ... 258
Commission professionnelle de l'épargne salariale. ... 258
BTP Gestion ... 258
Gestion BTP ... 259
Compte pour investissements sociaux ... 259
Entrée en vigueur de la convention - Modification ... 259
Textes Attachés ... 259
Accord professionnel du 9 décembre 2003 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP ... 259
Préambule ... 259
TITRE Ier : Régime professionnel de participation. ... 259
Entreprises visées. ... 259
Modalités d'adhésion au régime professionnel de participation. ... 260
Accords dérogatoires au régime professionnel de participation. ... 260
Mise en oeuvre du régime professionnel de participation. ... 260
TITRE II : Accord professionnel de participation ... 260
Chapitre Ier : Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 260
Calcul du montant de la réserve spéciale de participation. ... 260
Date de versement - Majorations de retard. ... 260
Salariés bénéficiaires de la participation. ... 261
Règles de répartition de la réserve spéciale de participation entre les salariés bénéficiaires. ... 261
Chapitre II : Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 261
Collecte et affectation des sommes. ... 261
Conseil de surveillance des fonds communs de placement multientreprises FIBTP millésimes et FIBTP LT (long terme). ... 261
Conseil de surveillance des autres fonds communs de placement multientreprises gérés par Gestion BTP. ... 262
Dépositaire. ... 262
Exigibilité des droits des salariés. ... 262
Déshérence. ... 262
Chapitre III : Tenue des comptes des salariés ... 262
Obligation des entreprises. ... 262
Teneur de compte conservateur de parts. ... 263
Teneur de registre. ... 263
Chapitre IV : Information des salariés ... 263
Information des salariés et des entreprises. ... 263
TITRE III : Dispositions finales ... 263
Commission professionnelle de la participation. ... 263
Compte pour investissements sociaux. ... 264
Durée - Entrée en vigueur - Modification. ... 264
Avenant n° 1 du 25 avril 2005 portant diverses modifications ... 264
Préambule ... 264
Avenant n° 1 du 18 mars 2010 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises ... 264
Préambule ... 265
Titre Ier Régime professionnel de participation ... 265
Titre II Accord professionnel de participation ... 266
Chapitre Ier Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 266
Chapitre II Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 266

Chapitre III Tenue des comptes des salariés ... 268
Chapitre IV Information des salariés ... 268
Titre III Dispositions finales ... 269
Annexe ... 270
A. - Bâtiment (selon la nomenclature INSEE NAP-1973, décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973) ... 270
B. - Travaux publics (selon la nomenclature INSEE NAP-1973, décret n° 73-1306 du 9 novembre 1973) ... 271
C. - Administration des entreprises (selon la nomenclature INSEE NAF-1993) ... 273
Avenant n° 2 du 11 juillet 2007 modifiant l'accord du 9 décembre 2003 ... 273
Préambule ... 273
Avenant n° 2 du 17 juin 2011 à l'accord du 28 novembre 2008 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises ... 275
Préambule ... 275
Titre Ier Régime professionnel de participation ... 275
Titre II Accord professionnel de participation ... 276
Chapitre Ier Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 276
Chapitre II Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 277
Chapitre III Tenue des comptes des salariés ... 278
Chapitre IV Information des salariés ... 279
Titre III Dispositions finales ... 279
Accord du 5 juillet 2005 relatif à la formation professionnelle ... 280
Préambule ... 280
Champ d'application ... 281
TITRE Ier : Les outils d'information et d'orientation tout au long de la vie ... 281
L'entretien professionnel ... 281
Bilan de compétences ... 281
Passeport-formation ... 282
TITRE II : Les outils de formation tout au long de la vie ... 282
Le plan de formation ... 282
Le droit individuel à la formation (DIF) ... 283
La période de professionnalisation ... 284
La validation des acquis de l'expérience (VAE) ... 285
La fonction tutorale ... 285
TITRE III : Egalité entre les femmes et les hommes ... 285
TITRE IV : Mise en oeuvre de l'accord ... 286
Date d'entrée en vigueur de l'accord ... 286
Durée de l'accord ... 286
Suivi de l'accord ... 286
Interprétation de l'accord ... 286
Révision de l'accord ... 286
Dénonciation de l'accord ... 286
Caractère obligatoire de l'accord ... 286
Dépôt, extension, notification et validité de l'accord ... 286
Information des salariés et des représentants du personnel ... 286
Textes Attachés ... 286
Avenant du 2 juillet 2008 relatif à la formation tout au long de la vie et au dialogue social ... 286
Protocole d'accord du 12 mai 2006 relatif au temps de déplacement professionnel entre le domicile et un lieu d'exécution du contrat de travail distinct du lieu habituel de travail ... 287
Préambule. ... 287
TITRE Ier : Dispositions légales. ... 287
Définition et qualification juridique du temps de déplacement professionnel. ... 287
Dépassement du temps normal de trajet - Contrepartie. ... 287
Coïncidence avec l'horaire normal de travail. ... 288
TITRE II : Modalités concrètes d'application des dispositions légales. ... 288
Ordre de mission. ... 288
Durée de travail d'un salarié en mission ou en formation au moins égale à la durée normale de travail. ... 288
Durée du travail d'un salarié en mission ou en formation inférieure à la durée normale de travail. ... 288
Nature et modalités de prise de repos. ... 288
Repos quotidien et hebdomadaire légal. ... 288
Dispositions finales ... 288
Durée et date d'entrée en vigueur de l'accord. ... 288
Caractère de l'accord. ... 288
Révision - Dénonciation de l'accord. ... 288
Dépôt - Notification de l'accord. ... 288
Information des salariés et des représentants du personnel. ... 288
Accord professionnel du 22 juin 2006 relatif aux modalités d'organisation de la journée de solidarité ... 288
Préambule ... 288
TITRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ... 289
Forme de la journée de solidarité ... 289
Modalités d'accomplissement de la journée de solidarité. ... 289
Nature de la journée de solidarité. ... 289
Durée de la journée de solidarité. ... 289
Période de référence de la journée de solidarité. ... 289
Jours fériés et chômés. ... 289
Changement d'employeur. ... 289
Incidence sur les accords collectifs et les contrats de travail. ... 289
TITRE II : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES ... 289

Personnel de direction soumis au forfait jours. ... 289
Personnel d'enseignement, d'éducation et d'animation - Personnel de direction ayant opté pour l'option 1 de l'accord du 7 novembre 2000. ... 289
Personnel administratif et de service. ... 290
DISPOSITIONS FINALES ... 290
Durée et date d'entrée en vigueur de l'accord. ... 290
Primauté de l'accord. ... 290
Révision, dénonciation de l'accord. ... 290
Dépôt, extension, notification de l'accord. ... 290
Information des salariés et des représentants du personnel. ... 290
Accord collectif national du 12 juillet 2006 relatif au travail de nuit des ouvriers, des ETAM et des cadres des entreprises du bâtiment et des travaux publics ... 290
Préambule ... 290
Champ d'application ... 290
Définition du travail de nuit ... 290
Organisation du travail de nuit ... 290
Durée du travail applicable ... 291
Contreparties liées au travail de nuit ... 291
Garanties particulières ... 291
Surveillance médicale spéciale ... 291
Affectation particulière ... 291
Maternité ... 291
Formation professionnelle ... 291
Egalité professionnelle ... 291
Entrée en vigueur ... 291
Dépôt ... 291
Accord du 10 septembre 2009 relatif à la diversité et à l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes ... 291
Préambule ... 292
TITRE Ier MESURES D'ENCOURAGEMENT EN FAVEUR DE LA MIXITÉ EN MATIÈRE D'ORIENTATION ET DE RECRUTEMENT ... 292
TITRE II RÉMUNÉRATION ... 293
TITRE III ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE FAMILIALE ... 293
TITRE IV DÉROULEMENT DE CARRIÈRE ET FORMATION PROFESSIONNELLE ... 294
TITRE V DIVERSITÉ ... 294
TITRE VI SUIVI DE L'ACCORD ... 294
TITRE VII AUTRES DISPOSITIONS ... 294
Annexe I Cahier des charges de l'outil statistique ... 294
Annexe II Synthèse des principales dispositions applicablesen matière d'hygiène sur les chantiers ... 295
Accord du 15 septembre 2010 relatif à la mise en place d'une commission paritaire de validation ... 295
Préambule ... 295
Annexes ... 297
Textes Attachés ... 297
Avenant n° 1 du 14 janvier 2014 relatif au crédit d'heures et à la saisine de la commission ... 297
Annexe ... 298
Avenant n° 2 du 7 janvier 2016 à l'accord du 15 septembre 2010 relatif à la validation des accords ... 298
Préambule ... 299
Annexe ... 299
Accord du 3 juillet 2013 relatif à la formation professionnelle et à l'apprentissage ... 300
Préambule ... 300
Titre Ier Dispositions relatives à la formation professionnelle ... 301
1. Dispositions relatives au bâtiment ... 301
2. Dispositions relatives aux travaux publics ... 301
3. Dispositions communes au bâtiment et aux travaux publics ... 302
Titre II Renforcer le pilotage national et régional de la formation professionnelle ... 302
Titre III Adapter l'organisation et la développement du CCCA-DTP à l'évolution de l'apprentissage dans le BTP ... 303
Titre IV Dispositions diverses ... 304
Textes Attachés ... 304
Accord du 24 septembre 2014 relatif à l'organisation et au financement de l'apprentissage ... 304
Préambule ... 304
Annexes ... 306
Adhésion par lettre du 8 septembre 2016 de la CAPEB à l'accord du 3 juillet 2013 relatif à la formation professionnelle et à l'apprentissage ... 308
Avenant n° 1 du 23 mai 2017 à l'accord du 24 septembre 2014 relatif à l'organisation et au financement de l'apprentissage ... 308
Annexe ... 309
Accord du 19 septembre 2013 relatif au contrat de génération ... 313
Préambule ... 313
Titre Ier Diagnostic préalable ... 313
Titre II Tranches d'âge des jeunes et des salariés âgés concernés par les engagements souscrits par l'employeur ... 313
Titre III Engagements en faveur de l'insertion durable des jeunes dans le cadre d'un contrat de génération ... 314
Titre IV Engagements en faveur de l'emploi des salariés âgés ... 315
Titre V Actions permettant la transmission des savoirs et des compétences en direction des jeunes ... 317
Titre VI égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et mixité des emplois ... 317
Titre VII Actions visant à aider les petites et moyennes entreprises à mettre en oeuvre une gestion active des âges ... 317
Titre VIII Suivi, évaluation et calendrier prévisionnel ... 317
Titre IX Cadre juridique ... 317
Accord du 25 juin 2014 relatif à la couverture sociale des salariés en cessation d'activité ... 318
Préambule ... 318

Accord du 10 février 2015 relatif au financement de la formation continue ... 319
Préambule ... 319
Annexe I ... 320
Avenant n° 1 du 16 décembre 2015 à l'accord du 2 décembre 2013 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises ... 320
Préambule ... 320
Titre Ier Régime professionnel de participation ... 321
Titre II Accord professionnel de participation ... 322
Chapitre Ier Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 322
Chapitre II Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 322
Chapitre III Tenue des comptes des salariés ... 324
Chapitre IV Information des salariés ... 324
Titre III Dispositions finales ... 325
Annexe I ... 326
Textes Attachés ... 329
Accord du 25 janvier 2018 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises (TP) ... 329
Préambule ... 329
Titre Ier Régime professionnel de participation ... 329
Titre II Accord professionnel de participation ... 330
Chapitre I Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 330
Chapitre II Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 331
Chapitre III Tenue des comptes des salariés ... 332
Chapitre IV Information des salariés ... 332
Titre III Dispositions finales ... 333
Annexe ... 334
Accord du 25 janvier 2018 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises (BTP) ... 335
Préambule ... 336
Titre Ier Régime professionnel de participation ... 336
Titre II Accord professionnel de participation ... 337
Chapitre Ier Calcul et répartition entre les salariés de la réserve spéciale de participation ... 337
Chapitre II Affectation des sommes constituant la réserve spéciale de participation ... 338
Chapitre III Tenue des comptes des salariés ... 339
Chapitre IV Information des salariés ... 339
Titre III Dispositions finales ... 340
Annexe ... 341
Accord du 13 février 2023 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises des travaux publics à compter du 1er février 2023 ... 344
Préambule ... 344
Annexes ... 345
Annexe I ... 345
Annexe II Accord « clé en main » de participation des travaux publics ... 347
Accord du 14 janvier 2016 relatif au dialogue économique et à l'emploi ... 351
Préambule ... 352
Titre Ier Situation économique ... 352
Titre II Situation de l'emploi et situation salariale ... 353
Titre III Perspectives économiques et effets sur l'emploi ... 354
Titre IV Outils visant à préserver l'emploi et à permettre l'embauche ... 354
Titre V Comité du dialogue économique et de l'emploi ... 356
Titre VI Cadre juridique ... 356
Annexe ... 356
Accord du 29 juin 2016 relatif à la stratégie des branches du bâtiment et des travaux publics dans le champ emploi-formation ... 357
Préambule ... 357
Textes parus au JORF ... JO-1
Nouveautés ... NV-1
Avenant n° 32 modifiant régime de prévoyance et annexe III (14 mai 2014) ... NV-1
Avenant n° 18 règlement des régimes de frais médicaux (14 mai 2014) ... NV-3
Avenant n° 19 règlement régimes frais médicaux retraités (14 mai 2014) ... NV-3
Avenant n° 22 à l'accord du 01/10/2001 prévoyance (22 décembre 2015) ... NV-4
Accord du 4 novembre 2016 ... NV-41
Accord n° 8 ... NV-41
Accord du 26 janvier 2017 ... NV-41
Accord du 25 janvier 2017 ... NV-42
Accord du 27 janvier 2017 (Hauts-de-France) ... NV-42
Accord du 2 février 2017 (Rhône-Alpes) ... NV-43
Accord n° 1 (Bourgogne-Franche-Comté) ... NV-43
Accord du 13 février 2017 (Lorraine) ... NV-43
Accord collectif relatif à la couverture complémentaire de frais de santé dans le bâtiment (départements de corrèze, de creuse et de haute-vienne) (22 mai 2017) ... NV-44
Accord du 27 novembre 2017 (Seine-et-Marne) ... NV-46
Accord salaires minimaux 2018 (27 novembre 2017) ... NV-47
Accord du 28 novembre 2017 (Normandie) ... NV-47
Accord du 6 février 2018 (Occitanie) ... NV-47
Accord du 22 février 2018 (PACA) ... NV-48
Accord n°34 modifiactions des dispositions générales TP (20 mars 2018) ... NV-48
Arrêt de la CA de Paris du 10 janvier 2019 ... NV-53

Accord du 7 octobre 2022 (Occitanie) NV-56
Accord du 7 octobre 2022 (Pays de la Loire) NV-56
Accord du 19 octobre 2022 (Centre-Val de Loire) NV-57
Accord du 29 novembre 2022 (Seine et Marne) NV-57
Accord salaires janvier 2024 (22 novembre 2023) (ETAM) (Hauts de France) NV-58
Avenant n°37 BTP-prevoyance (13 décembre 2023) NV-58
Liste des sigles SIG-1
Liste thématique THEM-1
Liste chronologique CHRO-1
Index alphabétique ALPHA-1

APERÇU

APERÇU

Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006

Signataires	
Organisations patronales	Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ; Fédération française du bâtiment (FFB) ; Fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ; Fédération nationale des sociétés coopératives ouvrières de production du bâtiment et des travaux publics (FNSCOP), pour la section Bâtiment.
Organisations de salariés	Fédération BATIMAT-TP CFTC ; Fédération générale du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO.
Organisations adhérentes	Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE- CGC BTP, 15, rue de Londres, 75009 Paris, par lettre du 16 octobre 2007 (BO CC 2007-45). La confédération française démocratique du travail, fédération construction et bois, 47- 49, avenue Simon- Bolivar, 75950 Paris Cedex 19, par lettre du 11 septembre 2007 (BO n°2007-45)

Titre Ier : Dispositions générales

Champ d'application territorial

Article 1.1

En vigueur étendu

La présente convention collective régit en France, à l'exclusion des DOM-TOM, les relations de travail entre :

- d'une part, les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées à l'article 1.2 ci-dessous, les services interentreprises de santé au travail du bâtiment et des travaux publics, les congés intempéries BTP - Union des caisses de France et les caisses de congés payés du bâtiment ;

- d'autre part, les employés, techniciens et agents de maîtrise qu'ils emploient à une activité bâtiment, sur le territoire de la France métropolitaine.

Elle ne concerne pas les VRP, au sens de l'article L. 751-1 du code du travail, qui relèvent de la convention collective étendue du 3 octobre 1975, ni les travailleurs à domicile au sens de l'article L. 721-1 du code du travail.

Elle engage toutes les organisations syndicales d'employeurs et de salariés adhérentes aux instances nationales l'ayant signée ou qui ultérieurement y adhéreraient, ainsi que tous leurs adhérents exerçant leur activité sur le territoire métropolitain.

Champ professionnel d'application

Article 1.2

En vigueur étendu

Le critère d'application de la présente convention est l'activité réelle exercée par l'entreprise, le code APE attribué par l'INSEE ne constituant à cet égard qu'une simple présomption.

Les activités visées sont :

21.06 Construction métallique

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment (*).

24.03 Fabrication et installation de matériel aéraulique, thermique et frigorifique

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (*).

55.10 Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de VRD, de voirie et dans les parcs et jardins.

55.12 Travaux d'infrastructure générale

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

55.20 Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales

Sont visées dans cette rubrique :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que :

- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de démolition pour le bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment.

55.30 Construction d'ossatures autres que métalliques

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple : charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

55.31 Installations industrielles, montage-levage

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que :

- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;

- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

55.40 Installations électriques

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention collective, appliquaient une autre convention collective que celle du bâtiment) ;

- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;

- les entreprises d'installation d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;

- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

55.50 Construction industrialisée

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (*).

55.60 Maçonnerie et travaux courants de béton armé

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de bâtiment ; les entreprises de bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

55.70 Génie climatique

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;

- les entreprises d'installation de chauffage et d'électricité ;

- les entreprises de fumisterie de bâtiment, ramonage, installation de chauffage et de production d'eau chaude ;

- les entreprises de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

55.71 Menuiserie-serrurerie

Sont visées :

Liste thématique

Theme	Titre	Article	Page
Accident du travail	Prestations maladie (Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006)	Article 6.5	9
	Prestations maladie (Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006)	Article 6.5	9
Arrêt de travail, Maladie	Incidence de la maladie ou de l'accidentsur le contrat de travail (Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006)	Article 6.3	9
	Maternité (Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006)	Article 6.7	9
	Objectif chiffre en matière d'embauche et de maintien dans l'emploi des salariés âgés (Accord du 5 janvier 2017 relatif au contrat de génération dans le bâtiment)	Article 4.1	52
	Objectif chiffre en matière d'embauche et de maintien dans l'emploi des salariés âgés (Accord du 5 janvier 2017 relatif au contrat de génération dans le bâtiment)	Article 4.1	52
	Objectif chiffre en matière d'embauche et de maintien dans l'emploi des salariés âgés (Accord du 5 janvier 2017 relatif au contrat de génération dans le bâtiment)	Article 4.1	52
	Objectif chiffre en matière d'embauche et de maintien dans l'emploi des salariés âgés (Accord du 5 janvier 2017 relatif au contrat de génération dans le bâtiment)		
	Prestations maladie (Convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006)		
Astreintes	(Avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de travail dans les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
	(Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France)		
Astreintes			

© Legisocial

Liste chronologique

Date	Texte	Page
1972-07-06	Accord du 6 juillet 1972 relatif aux oeuvres sociales dans le BTP de la région Provence-Côte d'Azur	14
1973-06-13	Protocole d'accord du 13 juin 1973 relatif aux organismes paritaires	14
1979-12-31	Accord collectif national du 31 décembre 1979 pour la mise en oeuvre de la formation continue dans les industries du bâtiment et des travaux publics	198
1982-02-25	Annexe Champ d'application professionnel accord national du 25 février 1982	200
	Annexe au champ d'application Accord national du 25 février 1982	201
	Décret n° 62-235 DU 1er mars 1962 Accord national du 25 février 1982	201
1982-03-22	Avenant du 22 mars 1982 relatif aux modalités d'application des grilles de salaires	208
1982-12-17	Avenant n° 1 du 17 décembre 1982 portant diverses modifications	210
1984-12-05	Accord national du 5 décembre 1984 relatif à la formation en alternance dans les entreprises occupant au moins dix salariés. Etendu par arrêté du 20 mars 1985 JORF 29 mars 1985.	202
1985-01-21	Accord national du 21 janvier 1985 relatif à la formation en alternance dans les entreprises occupant moins de dix salariés	204
1985-02-20	Accord national du 20 février 1985 relatif à la formation professionnelle des salariés des entreprises du bâti	
1988-10-06	Avenant n° 2 du 6 octobre 1988 relatif au régime de prévoyance du personnel de direction	
1989-06-26	Accord national professionnel du 26 juin 1989 sur la stabilité de l'emploi et le licenciement pour fin de chantier. En vigueur	
	1989.	
1993-09-16	Avenant n° 3 du 16 septembre 1993 relatif aux professeurs et formateurs d'éducation physique et sportive	
1995-03-27	Accord professionnel du 27 mars 1995 relatif à la couverture complémentaire des dépenses de santédans la région Limou	
1995-11-23	Avenant n° 4 du 23 novembre 1995 portant modifications diverses	
1996-10-31	Avenant n° 5 du 31 octobre 1996 portant diverses modifications	
1997-04-30	Accord professionnel du 30 avril 1997 relatif au champ d'application professionnel des conventions collectives nationales du	
1998-09-09	Accord du 9 septembre 1998 relatif à l'aménagement du temps de travail.	
1998-11-06	Accord national du 6 novembre 1998 sur l'organisation, la réduction du temps de travail et à l'emploi dans le bâtiment et les	
	publics.	
1999-12-15	Convention du 15 décembre 1999 relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP	
2000-05-10	Avenant n° 1 du 10 mai 2000 à l'accord national du 9 septembre 1998 sur la réduction et l'aménagement du temps de trava	
	entreprises du bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés)	
2000-11-07	Avenant du 7 novembre 2000 relatif à l'ARTT du personnel de direction	
2001-07-05	Avenant n° 6 du 5 juillet 2001 relatif à diverses modifications	
2002-01-31	Avenant n° 7 du 31 janvier 2002 relatif à diverses modifications	
2003-07-15	Accord du 15 juillet 2003 relatif aux astreintes dans la région Ile-de-France	
2003-12-09	Accord professionnel du 9 décembre 2003 relatif à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP	
2003-12-17	Avenant n° 2 du 17 décembre 2003 portant modification de l'article 12 de l'accord du 9 septembre 1998 et de l'article 7 à	
	de cet accord Avenant n° 2 du 17 décembre 2003	
2004-03-17	Modifications à l'accord relatif aux congés payés, à la durée du travail et à l'aménagement du temps de travail dans le bâ	
	février 1982 Avenant n° 1 du 17 mars 2004	
2004-04-28	Protocole d'accord du 28 avril 2004 relatif aux astreintes dans la région Rhône-Alpes (1)	
2005-04-25	Avenant n° 1 du 25 avril 2005 portant diverses modifications	
2005-07-0	relatif à la formation professionnelle	
2006-05-1		
2006-06-2		
2006-07-1		
2006-12-1		
2007-01-3		
2007-07-0		
2007-07-0		
2007-07-1		
2007-07-1		
2007-07-1		
2007-09-1		
2007-09-2		
2007-10-0		
2007-10-1		
2007-11-2		
2007-12-0		
2007-12-1		
2007-12-1		
2008-01-1		
2008-01-1		
2008-01-1		

© Legisocial

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES EMPLOYÉS, TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE DU BÂTIMENT. EN VIGUEUR LE 1ER JUILLET 1958.

IDCC 2609 **Brochure 3002**

SYNTHÈSE

22/03/2024

APERÇU

Remarques
I. Signataires
a. Organisations patronales
b. Syndicats de salariés
II. Champ d'application
a. Champ d'application professionnel
i. Dispositions étendues (nomenclature INSEE de 1973)
ii. Dispositions non étendues de l'accord du 18 avril 1997 (nomenclature INSEE de 1993)
b. Champ d'application territorial
III. Contrat de travail - Essai
a. Contrat de travail
i. Contrat de travail initial
ii. Modification du contrat de travail
b. Période d'essai
c. Ancienneté
IV. Classification
a. Niveaux de classification en fonction des critères classants
b. Prise en compte des diplômes professionnels utilisés dans le bâtiment
c. Evolution de carrière
V. Salaires et indemnités
a. Salaires minimaux
i. Dispositions nationales
ii. Dispositions régionales
b. Majoration des heures supplémentaires
c. Majoration pour travail de nuit, du dimanche et des jours fériés
d. Prime de vacances
e. Chèques-vacances
i. Entreprises et bénéficiaires concernés
ii. Modalités d'acquisition des chèques-vacances
iii. Modalité de gestion des chèques-vacances
iv. Les options
VI. Temps de travail, repos et congés
a. Temps de travail
i. Règles applicables
ii. Durée du travail
iii. Heures supplémentaires
iv. Heures supplémentaires exceptionnelles
v. Organisation hebdomadaire du travail
vi. Mise en oeuvre de la modulation dans les entreprises de bâtiment de plus de 10 salariés (accord national du 6 novembre 1998)
vii. Mise en oeuvre de la modulation dans les entreprises de bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés (accord national du 9 septembre 1998)
viii. Récupération des heures perdues pour intempéries
ix. Travail en équipes successives ou chevauchantes
x. Mise en place d'équipes de suppléance de fin de semaine
xi. Travaux pénibles
xii. Temps partiel
xiii. Travail de nuit
b. Repos et jours fériés
i. Repos hebdomadaire
ii. Jours fériés
c. Congés
i. Congés payés
ii. Autres congés
iii. Compte épargne-temps (CET)
VII. Déplacements professionnels
a. Petits déplacements
i. Montant des indemnités de petits déplacements
b. Déplacements et changements de résidence en France à l'exclusion des DOM-TOM
i. Déplacements occasionnels
ii. Déplacement continu
iii. Voyages de détente hebdomadaire
iv. Paiement des frais de déplacement
v. Maladie, accident ou décès pendant le déplacement
vi. Moyens de transport, assurance
vii. Changement de résidence
viii. Retour à la résidence initiale
c. Déplacements dans les DOM-TOM et hors de France
i. Champ d'application
ii. Assurance et garanties collectives
iii. Déplacements inférieurs à 3 mois: lettre de mission
iv. Déplacements supérieurs à 3 mois
VIII. Formation professionnelle
a. L'entretien professionnel
b. Le passeport formation
c. Le bilan de compétences
d. La validation des acquis de l'expérience (VAE)

e. Le compte personnel de formation (CPF) (ex DIF)
f. Mise en oeuvre de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)
i. Les bénéficiaires et les objectifs de la reconversion ou promotion par alternance (Pro-A)
ii. Durée de la Pro-A
iii. Le tutorat
g. L'apprentissage
Opérateur de Compétences (OPCO)
IX. Maladie, accident du travail, maternité
a. Maladie et accident du travail
i. Justification des absences
ii. Indemnisation
iii. Garantie d'emploi
b. Maternité - adoption
i. Réduction d'horaire
ii. Indemnisation du congé de maternité
iii. Garantie de l'évolution de la rémunération des salariés en congés de maternité ou d'adoption
iV. Congé de paternité
v. Forfait parentalité
vi. Forfait accouchement
X. Retraite complémentaire, prévoyance, frais de santé et oeuvres sociales
a. Retraite complémentaire
b. Régime de prévoyance
i. Bénéficiaires
ii. Conditions d'ouverture des droits et fait générateur
iii. Cotisations, base, taux et répartition
iv. Garanties
v. Maintien des garanties lorsque la rupture du contrat de travail est indemnisée par l'assurance chômage
vi. Maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail
c. Régime complémentaire de remboursement des frais de santé
i. Organisme assureur
ii. Bénéficiaires
iii. Garanties
iv. Cotisations et répartition
v. Suspension du contrat de travail et maintien des garanties
vi. Maintien des garanties après rupture du contrat de travail : la portabilité
d. Régime de couverture santé régionale
i. Régime santé pour les départements de Corrèze, Creuse et de Haute-Vienne
e. uvres sociales, régime régional
i. uvres sociales pour la région Provence-Côte d'Azur
ii. uvres sociales pour la région Ile de France (hors Seine et Marne)
XI. Rupture du contrat
a. Préavis de démission ou de licenciement
i. Durée du préavis de démission ou de licenciement
ii. Indemnité de préavis
iii. Heures de liberté pour recherche d'emploi
b. Indemnité de licenciement
i. Indemnité versée au salarié ayant moins de 65 ans révolus
ii. Indemnité versée au salarié ayant plus de 65 ans révolus
c. Retraite
i. Préavis de départ ou de mise à la retraite
ii. Indemnité de départ à la retraite
iii. Indemnité de mise à la retraite
iv. Régime de la préretraite pour salariés ayant contracté une maladie professionnelle liée à l'amiante ou ayant eu une activité en contact avec elle

Remarques

Pour vous permettre de savoir à qui et quand doit-on appliquer les dispositions, par principe, sauf disposition contraire, par application des dispositions légales :

- *les accords doivent être appliqués par les adhérents des organisations patronales signataires à partir du jour qui suit leur dépôt (quand elle est renseignée, nous indiquons la date). Le texte concerné sera reproduit en italique*.
- lorsque l'accord nécessite un agrément, seul son obtention rend opposable le texte aux *adhérents des organisations patronales signataires*. La référence de l'agrément sera alors mentionnée.
- les non adhérents doivent appliquer le contenu de l'accord au lendemain de la publication au JORF de son arrêté d'extension. Le texte concerné sera reproduit en caractère droit.

Pour optimiser l'efficience de la portée des alertes, y seront mentionnées, pour les accords non étendus, le ou les organisations patronales signataires à la suite du terme « signataire ».

En application de l'article L2261-23-1 du Code du travail, pour les entreprises de moins de 50 salariés, les accords ou avenants ne nécessitent pas la mise en place d'un accord type proposé par la Branche ni d'adaptation spécifique pour sa mise en œuvre. Chaque accord ou avenant s'applique quel que soit l'effectif. En cas contraire, précisions seront indiquées.

I. Signataires

a. Organisations patronales

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB)

Fédération française du bâtiment (FFB)

Fédération française des installateurs électriciens (FFIE)

Fédération nationale des sociétés coopératives ouvrières de production du bâtiment et des travaux publics (FNSCOP), pour la section Bâtiment

b. Syndicats de salariés

Fédération BATIMAT-TP CFTC

Fédération générale du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO.

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE- CGC BTP

La confédération française démocratique du travail, fédération construction et bois

II. Champ d'application

a. Champ d'application professionnel

La présente convention collective régit en France, à l'exclusion des DOM-TOM, les relations de travail entre :

- les employeurs dont l'activité relève d'une des activités énumérées ci-dessous, les services interentreprises de santé au travail du bâtiment et des travaux publics, les congés intempéries BTP - Union des caisses de France et les caisses de congés payés du bâtiment ;
- et les employés, techniciens et agents de maîtrise (E.T.A.M) qu'ils emploient à une activité bâtiment, sur le territoire de la France métropolitaine.

Elle ne concerne pas :

- les VRP, au sens de l'article L.751-1 du code de travail qui relèvent de la CCN étendue du 3 octobre 1975,
- les travailleurs à domicile au sens de l'article L. 721-1 du code du travail.

Elle engage toutes les organisations syndicales d'employeurs et de salariés adhérentes aux instances nationales l'ayant signée ou qui ultérieurement y adhéreraient, ainsi que tous leurs adhérents exerçant leur activité sur le territoire métropolitain.

Attention ! Il convient de consulter également la CCR IDCC 2707 qui concerne les ETAM du secteur du Bâtiment d'Ile-de-France hors Seine-e--Marne

i. Dispositions étendues (nomenclature INSEE de 1973)

Code APE visé par la CC	Types d'entreprises
21.06 Construction métallique	Uniquement les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le bâtiment. (1)
24.03 Fabrication et installation de matériel aéraulique, thermique et frigorifique	Entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air. (1)
55.10 Travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins	Ne sont visées que les entreprises générales de Bâtiment, entreprises de travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie et réseaux divers, parcs et jardins. Entreprises paysagistes et de reboisement exclues de l'extension.
55.12 Travaux d'infrastructure générale	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises effectuant des travaux d'infrastructure générale
55.20 Entreprises de forages, sondages, fondations spéciales	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises de forage, sondages, fondations spéciales
	Entreprises de maçonnerie, plâtrerie, travaux en ciment, béton, béton armé pour le bâtiment
	Entreprises de terrassements et démolition pour le bâtiment
	Entreprises de terrassements et maçonnerie pour le bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le bâtiment
55.30 Construction d'ossatures autres que métalliques	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises de bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques avec technicité particulière
55.31 Installations industrielles, montage-levage	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises de bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage
	Entreprises de construction et entretien de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types
	Entreprises de construction de cheminées d'usine
55.40 Installation électrique	Sauf les entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique
	Entreprises d'équipement électrique des usines et autres établissements industriels à l'exclusion des entreprises qui au 1er juillet 2007 appliquaient une autre convention que celle du bâtiment
	Entreprises de couverture-plomberie et chauffage, pour partie.
	Entreprises de plomberie, chauffage et électricité
	Entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments
	Entreprises de pose d'enseignes lumineuses
55.50 Construction industrialisée	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques et constructions industrialisées, pour partie. (1)
55.60 Maçonnerie et travaux courants de béton armé	Entreprises générales de Bâtiment, entreprises de maçonnerie et travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition